

# SEG TAABA

Numéro 19, avril 2002

## Éditorial

**O** utiller les femmes pour un leadership effectif et efficace dans la GRN tel est l'objectif de AWLAE présenté dans le zoom sur de ce Seg Taaba 19.

Ce numéro revient également sur l'actualité foisonnante au Mali: une série d'ateliers s'est tenue, ce mois-ci, parmi lesquelles il faut souligner la triple étude sur genre, coutumes et religion. Voici de quoi lever les préjugés les plus tenaces sur le genre et la culture africaine en général.

Dans compte rendu, c'est la formation des radios rurales en pastoralisme qui est à l'honneur !!!

Bonne Lecture !!!

## Zoom Sur AWLAE, renforcement du leadership féminin

Les ressources naturelles représentent un élément essentiel dans la survie des populations du continent africain. Les femmes rurales, responsables à 80% des produits consommés par les ménages en Afrique jouent un rôle déterminant non seulement dans la gestion des ressources naturelles, mais aussi pour la garantie de la sécurité alimentaire dans un environnement durable. De ce point de vue, elles constituent une ressource humaine incontournable. Pourtant, les femmes sont peu représentées au sein des instances de prise de décision. Seulement 4% des postes professionnels du développement rural dans 46 pays subsahariens étaient occupés par des femmes en 1984. En 1990, seuls 7% des services de vulgarisation ont été conçus pour venir en aide aux agricultrices. Ainsi, les choix politiques, les programmes et les pratiques ont des répercussions parfois dramatiques sur les femmes rurales.

Dans ce contexte, Winrock International part de l'hypothèse selon laquelle la constitution d'une masse critique de femmes compétentes et engagées pour la cause des agricultrices et son

positionnement à des positions influentes peuvent aider à inverser la courbe de la sécurité alimentaire dans un environnement durable sur le continent africain.

Ainsi, en collaboration avec le PNUD et la Fondation Ford, Winrock International a lancé le programme *African Women Leader in Agriculture and Environment* (AWLAE). AWLAE s'appuie sur les leçons tirées d'un processus participatif animé par des personnes ressources africaines et des partenaires également impliqués dans l'appui au leadership féminin.

AWLAE n'est pas un programme exclusif, dans toutes les phases du programme les hommes ont été sollicités et ont participé aux activités. L'idée est que l'avancement des femmes dépend en partie de l'implication de leurs collègues hommes.

Ainsi, AWLAE est bâtie sur des idées résolument novatrices qui se déclinent sur trois axes principaux :

### **Le renforcement des capacités des femmes leaders**

AWLAE investit dans l'éducation des femmes et des jeunes filles à travers les bourses, la formation en leadership, le suivi professionnel, les réseaux pour le développement de carrière et le mentoring. L'impact du programme touche non seulement les femmes leader actuelles, mais aussi les femmes plus jeunes qui vont renforcer le personnel des institutions clés ayant une influence sur les agricultrices et les jeunes filles des générations montantes. Grâce à l'accent mis sur le suivi professionnel, la collaboration entre femmes, et la construction de la confiance en soi, le programme est en train de changer directement les attitudes et comportement de ces femmes. A ce jour, AWLAE a offert plus de 70 bourses pour des études de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cycles à des femmes professionnelles dans le domaine de l'Agriculture et de l'Environnement. Avec l'appui de la Fondation Ford et du PNUD, près de 30 bourses d'études dont 5 pour le niveau Doctorat ont été attribuées en Afrique de l'ouest. En Afrique de l'Est, 8 bourses (5 au niveau du doctorat et 3 au niveau de la maîtrise) ont été décernées pour des études à l'Université d'État de Pennsylvanie, à l'Université du Minnesota, à l'Université de Cornell et à l'Université d'État de l'Utah. Par ailleurs, près de 200 femmes professionnelles ont pris part aux sessions de formation en leadership pour le changement qui ont été conduites par AWLAE. Ces ateliers ont initié diverses activités comme la création d'associations de professionnels qui vont assurer la poursuite du programme dans les années à venir.

### **Le partenariat avec les institutions clés**

Au niveau institutionnel, AWLAE construit un partenariat clé pour augmenter les opportunités de changements dans les politiques, les programmes et les pratiques tenant compte du genre. Des protocoles d'accord, avec des centres de recherche nationaux ou internationaux, leur permettent d'identifier et de former des femmes-chercheurs mais aussi de se rendre compte de leur besoin en formation sur le genre pour mieux tenir compte du rôle des femmes dans la recherche. Certains partenaires institutionnels ont déjà enregistré des résultats encourageants et ont initié des changements de politiques ou/et pratiques institutionnelles favorables aux femmes et à leur leadership en milieu rural. On note également une amélioration qualitative de leurs

contributions et une meilleure prise en compte de leurs problèmes spécifiques.

### **Les mécanismes de soutien**

En marge de ces deux activités, AWLAE crée des mécanismes de soutien basé sur la réseautage. Ainsi, il apporte son soutien aux associations professionnelles, à l'installation de centres du Genre, et à la création de Comités d'Action Nationaux. Il permet aux femmes de rester une force nationale cohérente capable d'assurer le plaidoyer à travers leurs propres structures et programmes à long terme et en dehors de leur environnement de travail spécifique. Chaque pays développe des initiatives créatrices qui vont au-delà des activités de AWLAE. Les coordinatrices régionales et nationales jouent un rôle de catalyseur et de guide pour les partenaires institutionnels et reproduisent les éléments du programme au niveau local. Les réseaux AWLAE se déploient largement, englobant des représentants de l'université, des centres de recherche nationaux et internationaux, des ministères, des services de vulgarisation, des entreprises privées ainsi que d'autres partisans dans douze pays. Aujourd'hui le programme est solidement implanté en Afrique de l'Ouest et de l'Est avec des bureaux régionaux opérationnels à Abidjan et à Nairobi, qui jouent un rôle d'avant garde dans sa mise en œuvre. Au Sénégal, l'Association Sénégalaise pour le Leadership des Femmes dans l'Agriculture et dans l'Environnement, ASELFAE, est l'ONG de professionnels, correspondante du réseau AWLAE. En collaboration avec AWLAE Sénégal, ASELFAE met en œuvre différents programmes de bourses aux jeunes filles et aux femmes professionnelles, tout en assurant un plaidoyer intense en faveur du leadership des femmes au sein des institutions où ses membres sont en activité.

La création d'un Men's Group acquis à la cause du Leadership féminin a été une des initiatives majeures de ASELFAE qui œuvre également dans l'encadrement de projets au bénéfices des femmes rurales.

**Mme Oumy Khaïry Ndiaye,**  
**AWLAE , tel 00 221 824 19 19**  
**Mme Aminata Ba Mbaye, ASELFAE,**  
**Email [aselfae@aselfae.sn](mailto:aselfae@aselfae.sn) Site**  
**[www.aselfae.sn](http://www.aselfae.sn)**

## Actu Mali: Des ateliers pour aller de l'avant

### Décentralisation ou le contrôle par le bas

Le processus de décentralisation entamé dans plusieurs pays du Sahel est perçu par les populations comme 'un retour du pouvoir à la maison'. Cette restitution du pouvoir de prise de décision est un processus certes de longue haleine très riche en enseignements.

L'une des étapes essentielles de ce processus d'apprentissage consiste à répondre à la volonté des populations en général et des leaders locaux en particuliers de (se) *gérer* véritablement d'où un besoin réel de renforcement de leurs capacités à suivre et évaluer les actions des 'dirigeants' à chacune des étapes du développement.

Dans cette optique, un atelier de réflexion autour du concept de '*mandat social*' s'est tenu à Sikasso dans la troisième région administrative du Mali. Il a regroupé une quarantaine de personnes impliquées dans la gestion locale. L'atelier, tenu les 28 et 29 mars 2002 grâce au Centre Djoliba et ses partenaires, visait à faciliter le contrôle des dirigeants locaux par la base en s'appuyant sur le respect des *indicateurs de suivi/évaluation* des actions des conseils communaux.

### Genre, coutumes et religion : quelles repères pour la compréhension, l'intégration et l'appropriation du genre dans nos sociétés?

Dans le milieu traditionnel bamanan, l'on ne devient homme qu'après avoir épousé une femme. De même, la femme qui n'obtient ses lettres de noblesse que dans le foyer conjugal. Chacun est donc indispensable à l'épanouissement de l'autre : nos traditions porteraient donc en elles, cette vision de complémentarité qui fonde l'approche genre.

Aujourd'hui, toutefois, nos sociétés sont dans des systèmes plutôt syncrétiques, avec une superposition de plusieurs sphères culturelles.

Compte tenu de la complexité des contextes socioéconomiques du Mali profond, comment s'interprète l'approche genre à la lumière des traditions et des religions ?

Une triple études a été commanditée par le programme Jèkasy (membre du réseau national du programme

MDW) dans la région de Sikasso, sur les problématiques *genre et tradition, genre et islam, et genre et christianisme*. D'une manière générale, les résultats de ces recherches ont montré un terreau favorable à l'appropriation de l'approche genre dans un milieu traditionnel, musulman et chrétien. La restitution des résultats de ces travaux devant des responsables locaux, les 17 et 18 avril 2002, à Sikasso a permis de dégager des axes de capitalisation et de diffusion des résultats des études.

### Comment harmoniser les textes et les pratiques de GRN?

Des textes et rien que des textes ! Voilà en substance les conclusions de l'atelier de restitution des résultats de l'étude sur l'application des textes en gestion des ressources naturelles. Tenu à Sikasso le 14 mai 2002, à l'initiative de GRDN5 de Mopti et le Programme Jèkasy, cet atelier a mis en exergue les difficultés liées à la surabondance des textes et à leur inaccessibilité pour les populations à la base. Il en ressort que les textes et règlement devraient s'appuyer sur les réalités du terrain afin de prendre en compte les priorités des acteurs locaux et clarifier les procédures.

Il ressort également de cet atelier que si les textes sont inefficaces sans ancrage solide sur le terrain, force est de constater que des pratiques sans réglementation sont à leur tour 'aveugles'. En vue d'allier les textes à la pratique, les études menées dans les régions de Koulikoro, de Mopti et de Sikasso, ont passé au peigne fin les procédures d'élaboration et d'adoption des textes. Ceci visait entre autre à déceler les niveaux qui seraient les plus appropriés pour des actions efficaces de plaidoyer et/ou de lobbying.

L'atelier conclut sur diverses propositions allant de la mise en place de conseils de pêche à la promotion des énergies de substitution, en passant par une plus grande implication des collectivités décentralisées dans la gestion des ressources naturelles. Dans l'immédiat, GDRN5 a promis d'organiser un atelier national sur ces problématiques en mi-juin 2002 à Mopti.

O. Samaké  
CEK Kalasaba  
Mali

## Compte Rendu Radios rurales pastoralistes

Les récentes initiatives de développement favorables à une gestion décentralisée des ressources naturelles, se

heurtent à d'importants problèmes conceptuels et pratiques. Les questions d'équité et les difficultés

inhérentes à la diversité des communautés ne sont pas suffisamment prises en compte. Les groupes mobiles, tels que les pasteurs, se trouvent souvent exclus du processus de définition et de mise en œuvre des politiques de gestion des ressources naturelles même lorsqu'une approche "participative" est adoptée.

C'est ainsi que, IIED et SOS-Sahel, en collaboration avec sept partenaires locaux au Mali, Niger, Soudan et en Ethiopie, ont mis en œuvre en 1999 un programme régional de recherche-action dans le but de promouvoir une gestion durable, équitable et décentralisée des ressources agro-sylvo-pastorales au Sahel. Au Mali, le programme a travaillé avec cinq partenaires tous impliqués dans la gestion communautaire des ressources naturelles: le Programme d'Aménagement et de Gestion des Ressources Naturelles de la NEF basé à Douentza, le Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement de SOS- Sahel/GB/Bankass, le Réseau de Gestion Décentralisée des Ressources Naturelles( GDRN5) basé à Sevaré/Mopti, le Programme de Renforcement des Capacités Locales de Prévention et Gestion des Conflits avec Jam Sahel basé à Nioro du Sahel et GRAD à Mopti/Nara. Le plus grand frein à la participation des pasteurs dans la planification et la gestion des ressources est l'incompréhension par les partenaires des systèmes de production pastorale (fonctionnement, stratégies basées sur la mobilité, la diversification des espèces de bétail et les réseaux sociaux) C'est ainsi que

le renforcement des capacités par des recherches participatives est un des axes clés de ce programme. L'idée est que les résultats de ces recherches permettront aux partenaires en collaboration avec la population locale d'identifier et de mettre en œuvre un cadre institutionnel tenant compte des multiples concepts de droit d'usage et permettant à la population de gérer équitablement et durablement ses ressources.

Au cours de la mise en œuvre du programme, la radio rurale a été identifiée en tant que puissant moyen de communication, d'information et d'animation. C'est ainsi qu'il a été initié une formation sur le pastoralisme à l'intention des radios rurales et autres structures de communication des partenaires du programme. Ladite formation s'est tenue à Ségou au Mali du 20 au 29 mars 02 et a regroupé une vingtaine de participants maliens, nigériens et sénégalais. Il s'agissait pour Dr Brigitte Thébaud, la formatrice, de donner aux communicateurs des arguments contre la perception négative de l'élevage tirés des résultats des recherches scientifiques. Ces arguments seront portés à la connaissance des communautés, des leaders d'opinion afin de favoriser des débats informés sur les interactions entre l'élevage, le système pastoral et les autres systèmes de production.

**Oumar Kane**

**NEF/Douentza**

## Opinion

### Dé-centralisation ou ré-fondation de l'Etat ?

L'Etat africain traverse une crise sans précédent depuis les décennies 80-90. Ce " mal d'Etat " unanimement constaté résulte, semble-t-il, de la nature centralisatrice de l'Etat post colonial. Ainsi, c'est la quête d'un Etat nouveau qui présiderait à la mise en place des processus de décentralisation. Cette option politique offre de nouvelles opportunités tant pour l'Etat que pour les populations locales.

L'Etat, conscient du rejet des populations, met en avant sa volonté d'impliquer plus que jamais les communautés dans le processus de gestions des affaires. Ceci favorise l'émergence d'une nouvelle allégeance communautaire, voire même lignagère, qui entre, toutefois, en contradiction avec l'idée d'Etat-nation pourtant clamé comme ciment d'un hypothétique développement.

Ainsi, la décentralisation serait un " jeu " mettant en scène deux acteurs majeurs que sont l'Etat et les communautés, une mascarade en vue

de trouver un terrain plus propice à l'exercice d'un réel pouvoir sur les uns sur les autres. Ce rééquilibrage des relations devra nécessairement intégrer la réalité de la situation des sociétés africaines débouchant sur la mise en place d'institutions locales de gestion, comme maillons de base d'un nouvel Etat (national ?).

La lecture des diverses expériences, en cours sur le continent et ailleurs, montre que la légitimité du processus de la décentralisation se fonde principalement sur le suffrage universel. Or, cette approche va en contradiction avec nos traditions et mène à une négation des différences entre les membres de la communauté mais aussi de l'identité lignagère, ethnique. En outre, dans le contexte africain, ce suffrage est bien souvent assujéti au pouvoir de l'argent, à l'écrit et basé sur des discours et des promesses mensongers, ce qui conduit bien des auteurs à parler d' " Etat cleptocrate ". Donc politique rimerait avec

fausseté, manque de sérieux et mensonge Cet état de fait est une des causes de l'aversion des populations pour la politique politicienne et de leur manque de participation. Ainsi, dès leur mise en place, ces institutions portent en elle même les germes de leurs échecs (la reproduction invariante de l'Etat à une échelle locale).

Une écoute plus attentive et une analyse des systèmes de régulation des pouvoirs démontrent bien l'existence d'une autre possibilité de gérer la société. A ce titre, il y a lieu de faire reconnaître le capital social existant au niveau des communautés. En effet, le repli vers le local se fait dans l'optique d'une recherche sécuritaire tant au niveau individuel que collectif, avec un réinvestissement dans la chefferie, les religions, les associations... offrant des sphères ou espaces qui permettent à chacun de s'exprimer dans

toutes les dimensions, en adéquation avec ses références sociales, économiques, culturels, etc. Toutefois, force est de constater que s'il a existé d'autres façons de gérer les affaires de la communauté, actuellement, leurs bases ou fondements tant en milieu rural qu'urbain, sont sérieusement ébranlés, de sorte que le désespoir général saute à l'œil et l'insécurité est omniprésente (absence de repère fiable ou leur multiplicité à l'infini). Les communes se retrouvent aujourd'hui dans une situation semblable à celle des États africains à la veille des indépendances. Vont-elles connaître le même sort ?

**Contact:**

**Ousmane Samaké**

**Assistant MDW Mali**

**Email: <cek@spider.toolnet.org>**

## **Dans la toile**

### **TRACKER, échanges sur la GRN en temps réel**

Le TRACKER GRN est un outil sur Internet qui (a) recueille, organise et diffuse des informations à propos des changements dans le secteur de la gestion locale des ressources naturelles et de la conservation et (b) met en relation les confrères les uns avec les autres. Pour y accéder, il suffit de se connecter à Internet [www.nrmtracker.org](http://www.nrmtracker.org) et d'envoyer un courrier électronique à [kpage@irgltd.com](mailto:kpage@irgltd.com) pour remplir le questionnaire ou alors demander un exemplaire de la base de données complète sur cd-rom mais en raison des mises à jour fréquentes du site, les informations n'y seront pas aussi complètes.

Le TRACKER aide les organisations à atteindre des objectifs multiples tant au sein de leur structure, qu'à l'extérieur. Il :

Aide les bureaux des missions sur le terrain et les organisations partenaires locales à recueillir et organiser les informations relatives à leur propre activité dans la conservation et la

gestion des ressources naturelles au niveau local (particulièrement utile pour faire des rapports au bureau central et pour mettre en commun les leçons apprises avec d'autres programmes nationaux)

Aide le bureau central à mettre en relation leurs organisations partenaires avec les bureaux nationaux des programmes, à suivre et à répertorier les expériences qui sont acquises par des projets multiples, et à disposer de matériaux qu'on peut utiliser pour faire des rapports à l'attention des bailleurs de fonds.

Leur permet de diffuser leurs expériences parmi d'autres organisations de la conservation et du développement durable en vue de partenariats, d'apprentissage mutuel et d'opportunités de collaboration.

Cliquez vite sur

<http://www.nrmtracker.org>!!!

**Ce bulletin est le vôtre, partagez vos expériences !**  
**IIED Sahel, Point E rue 6 X A, BP 5579 Dakar Sénégal**  
**Email: [iiedsen@sentoo.sn](mailto:iiedsen@sentoo.sn) ou [awafba@sentoo.sn](mailto:awafba@sentoo.sn)**

**Rédacteur**

*Awa Faly BA*

**L'équipe de Rédaction**

*Maimouna DIENG*

*Serigne Mansour TALL*

*Mamadou Bara GUEYE*

*Fatou NDIAYE*

*Ousmane SAMAKE (CEK)*

*Mouhamadou Lamine SECK*